



## SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

## PANAMA, PANAMA

AB-2938  
CII/AB-1357  
17 mars 2013  
Original : anglais

*Déclaration du Gouverneur suppléant temporaire pour les États-Unis d'Amérique*

*Marisa Lago*

1. Au nom du Président Obama et du secrétaire au Trésor Lew, je voudrais remercier le Président Martinelli, son administration et le peuple du Panama de leur chaude hospitalité.
2. Je voudrais aussi remercier le Président Moreno, la Vice-présidente exécutive Katzman, la Direction de la Banque et son personnel, le Conseil d'administration ainsi que mes collègues Gouverneurs de leurs efforts à l'appui de l'ambitieux programme de réformes dont nous étions convenus il y a trois ans. Ces réformes renforcent l'efficacité et élargissent la portée de la Banque interaméricaine de développement (BID), garantissant sa présence continue dans la région en tant que partenaire institutionnel incontournable pour la promotion d'une croissance équilibrée et de la lutte contre la pauvreté.
3. Permettez-moi également, dès le départ, de réaffirmer l'engagement des États-Unis au regard de nos responsabilités dans le cadre de la Neuvième augmentation générale du capital de la BID. Ces ressources supplémentaires permettent à la BID de remplir son mandat dans la région, aujourd'hui et demain.

*Tendances économiques régionales*

4. À l'heure où nous nous réunissons, l'Amérique latine connaît une croissance solide qui contribue à rendre l'économie mondiale plus forte et plus équilibrée. Une croissance régionale stable et régulière est particulièrement méritoire compte tenu de l'environnement externe difficile, vu que les tensions persistent en Europe et que la reprise économique mondiale est plus lente que beaucoup ne l'avaient envisagé.
5. Les États-Unis reconnaissent notre enjeu commun dans la promotion d'une croissance durable et inclusive dans la région et nous sommes prêts à défendre les politiques économiques et financières qui contribuent à la réalisation de cet objectif. Les États-Unis continueront à agir dans une optique de responsabilité partagée et de partenariat égal avec la région.

6. Depuis notre dernière session, de nombreux pays ont continué à poursuivre un panachage prudent de politiques, fait de discipline budgétaire et de transparence, d'ancres monétaires et de politiques de change crédibles ainsi que de systèmes financiers bien régulés et capitalisés. Ces politiques sont endogènes et largement acceptées. Leurs avantages se manifestent sous la forme d'une croissance forte, durable et inclusive qui permet à un nombre historique de personnes de sortir de la pauvreté. Toutefois, si la croissance a été relativement forte en Amérique latine dans son ensemble, la région est diverse et fait face à différents défis économiques. Nous voyons que plusieurs économies, notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes, connaissent des obstacles à leur croissance et sont vulnérables aux chocs extérieurs.

7. Les perspectives économiques de la région sont confortées par le travail critique de la BID, qui appuie les investissements dans l'éducation, l'infrastructure et la recherche ; les réformes de la réglementation pour améliorer la compétitivité ; l'élargissement du commerce intra-régional ; l'abaissement des inégalités persistantes ; et les efforts de lutte contre la pauvreté et d'expansion de la classe moyenne.

#### *Le secteur privé.*

8. Les États-Unis partagent l'opinion de la Direction que la valeur ajoutée de la BID va résider de plus en plus dans sa capacité de jouer un rôle d'intermédiation et de mobiliser le capital privé pour appuyer les objectifs de la région en matière de développement. Pour répondre à cette demande, en tant que Gouverneurs, nous demandons à la Direction et au Conseil d'élaborer une nouvelle vision pour les activités avec le secteur privé. Cette vision devra se focaliser sur le renforcement de l'efficacité et de l'impact des efforts de développement et maximiser l'utilisation efficace des ressources actuelles.

9. La prospérité de la région attire d'importantes quantités de capitaux privés externes, les investisseurs mondiaux étant séduits par les taux de rendement relativement élevés qu'ils trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les capitaux privés externes peuvent donner le coup de fouet nécessaire aux niveaux d'investissement de la région et contribuer à contrebalancer les taux de l'épargne qui, dans certains cas, restent faibles. Pour tirer le maximum de profit de ces apports privés il faudra continuer à développer des systèmes financiers sains et profonds, à maintenir les emprunts externes à des niveaux appropriés et à élaborer des stratégies d'investissement bien articulées au niveau des pays notamment dans le domaine de l'infrastructure, tous domaines où les conseils et l'assistance de la Banque peuvent jouer un rôle important.

10. Outre qu'elle peut aider à créer un environnement porteur pour les investissements, la BID est bien positionnée pour utiliser ses outils du secteur privé pour catalyser les flux de capitaux privés et maximiser leur impact sur le développement. Nous saluons d'initiative de la Direction d'examiner attentivement comment la BID peut s'impliquer au mieux dans ce domaine. Nous attendons avec impatience les résultats de ce travail qui donnera l'occasion à la BID d'être innovante et de prendre la tête de ses pairs. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un travail considérable et nous recommandons au Conseil et à la Direction de prendre leur temps pour le bien faire.

11. Parallèlement aux discussions sur le secteur privé, nous sommes heureux de voir que la prochaine phase des délibérations sur la reconstitution des ressources du MIF avance. Nous appuyons l'idée de convoquer une réunion spéciale du Comité de l'Assemblée des gouverneurs dans les six mois qui viennent pour entamer les discussions sur la reconstitution. Au sein de la BID, le MIF est dans une situation idéale pour appuyer une croissance tirée par le secteur privé pour les ménages pauvres et à faible revenu d'Amérique latine et des Caraïbes, et nous saluons sa culture du savoir et de l'innovation. Nous sommes d'avis que, quelle que soit la manière dont les activités du secteur privé seront structurées à l'avenir à la Banque, il importera de préserver le caractère novateur et la souplesse du MIF. Les discussions sur la reconstitution des ressources du MIF permettront à celui-ci de continuer sa mission indispensable et d'envisager des manières nouvelles et novatrices de lui conserver sa viabilité financière à l'avenir. Nous devons être prêts à examiner des solutions de financement non traditionnelles qui permettront au MIF de contribuer plus largement au Groupe de la BID et à la communauté du développement.

*Évaluation à mi-parcours de la Neuvième augmentation du capital*

12. Nous saluons l'évaluation à mi-parcours des réformes lancées au titre de la Neuvième augmentation du capital réalisée par l'OVE et nous remercions plus particulièrement Cheryl Gray et son équipe de leur travail impressionnant et complet.

13. Nous félicitons l'OVE de ne pas s'être simplement concentré sur la mise en œuvre des réformes mais aussi sur leur efficacité et nous sommes heureux de voir qu'il conclut que la BID a fait des progrès rapides et réguliers au regard de son agenda. Nous sommes particulièrement heureux d'apprendre que les règles de gestion financière responsable établies par la BID constituent maintenant une nouvelle norme pour les autres banques multilatérales de développement (BMD), comme le montre l'adoption de budgets et de plans financiers à long terme.

14. Nous prenons note de la réponse constructive de la Direction au rapport de l'OVE et nous sommes encouragés de voir que la Direction et le Conseil d'administration travaillent ensemble à formuler des moyens de corriger les insuffisances identifiées au plan de la mise en œuvre et de l'efficacité. Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'accès à l'information, mesurer les résultats au niveau des projets et améliorer les stratégies-pays. L'OVE a identifié deux autres domaines dans lesquels nous pensons qu'il est impératif de faire rapidement de grands progrès : ceux du Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MICI) et des Évaluations de la viabilité macroéconomique.

15. D'abord, nous sommes troublés par les insuffisances que l'OVE a relevées dans son rapport sur le MICI. La création d'un mécanisme amélioré qui mettrait la BID au niveau des meilleures pratiques des autres BMD est un des résultats critiques attendus de l'accord sur la Neuvième augmentation. Chose encore plus importante, il est absolument indispensable que la BID dispose d'un mécanisme d'investigation solide pour préserver sa crédibilité en tant que partenaire responsable pour le développement. Nous demandons instamment au Conseil d'administration de mener une consultation exhaustive puis d'agir avec fermeté pour garantir que les ajustements requis sont faits afin que la BID dispose d'un mécanisme d'investigation fort, transparent et efficient.

16. En second lieu, nous notons les inquiétudes exprimées par l'OVE en ce qui concerne le processus actuel des évaluations de la viabilité macroéconomique. Nous pensons toujours qu'il est indispensable que la BID dispose d'un mécanisme fort et fiable pour limiter les prêts lorsque l'environnement macroéconomique n'est pas viable. Cela est nécessaire tant pour sauvegarder les ressources de la BID que pour aider les pays emprunteurs à mettre en œuvre des politiques saines. Nous saluons donc la création par le Conseil d'administration d'un Groupe de travail chargé d'envisager des améliorations au processus des évaluations dans la ligne de ce mandat crucial. Nous attendons avec impatience les recommandations du Groupe de travail, étant entendu que le processus actuel restera en vigueur pendant que l'on examine quelles améliorations il serait possible de lui apporter.

#### *Haïti*

17. Nous apprécions le travail important qu'accomplit la BID en Haïti où elle est un partenaire clé du développement. Nous souhaitons réaffirmer que le transfert annuel de 200 millions USD au Mécanisme de dons pour Haïti est indispensable pour que le pays ait l'assistance dont il a besoin pour se relever des séquelles du tremblement de terre de 2010 et bâtir les fondations économiques requises pour arriver à une croissance durable et créer des emplois. Le ressort ultime de la programmation pour Haïti doit être de maximiser l'impact sur le développement et non de compter les montants engagés et décaissés. Haïti fait face à des défis énormes dont certains prendront longtemps à relever, peut-être pas avant la fin de la période de transferts annuels prévue. Compte tenu de cette combinaison de besoins et d'obstacles, nous demandons instamment à la Direction d'entreprendre un examen des opérations possibles compatibles avec la capacité d'absorption du pays. Les futurs projets devront être axés sur la mise en œuvre de réformes cruciales des institutions et de la gouvernance qui demandent un horizon de planification à long terme, chose que la stabilité du Mécanisme de dons pour Haïti rend possible.

18. Le moment est exaltant pour le Groupe de la BID qui travaille dans une région dynamique et de plus en plus diverse. Nous attendons avec impatience le moment de travailler avec la Direction et les actionnaires de la Banque sur les manières de maximiser l'impact et la portée du Groupe de la BID. Nous saluons l'année qui vient, ce sera, nous en sommes persuadés, une année de changements positifs et de réformes continues.